

SALON DE L'AGRICULTURE

PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS AGRICOLES : LA FORMATION AU RENDEZ-VOUS

Événement professionnel mais aussi grand public, le Salon international de l'agriculture demeure un incontournable de l'agenda politique. Et rencontre chaque année un indéniable succès populaire. Mais cet engouement ne parvient pas toujours à cacher les difficultés d'un secteur au cœur des transitions. Pistes de transformation.

Nicolas Deguerry



L'IMAGE

Alors que le lien qui unissait jadis chaque famille de France à son agriculture se fait toujours plus ténu, il peut y avoir une sensation d'étrangeté à déambuler entre bœufs, vaches, chevaux et moutons – ou salades. Que venons-nous chercher ? Des perspectives ou un écomusée ? Démontrer que l'agriculture est un secteur d'avenir, c'était tout l'enjeu de l'espace Emploi Formation Agri'Recrute coordonné par l'Association nationale paritaire pour l'emploi et la formation en agriculture (Anefa) au Salon international de l'agriculture, qui se tenait cette année du 25 février au 5 mars, à Paris.

À droite, Éric Passetemps, président l'Association des salariés agricoles de France, avec l'un de ses membres, Jérôme Fouch.

Employabilité et attractivité

“Le cœur de métier de l'Anefa, c'est l'employabilité et l'attractivité des métiers”, souligne Laurent Paillat, président de l'association. Pour ce dirigeant passionné d'une entreprise de maraîchage, les défis sont nombreux. À commencer par la capacité du secteur à retenir ses salariés. “Plus de 70 % des jeunes réussissent leur diplôme mais seulement 20 à 30% restent dans le cœur de métier”, se désolait-il. Résolument positif, Laurent Paillat veut avant tout y voir la rançon du succès. “Savoir académique, savoir-être, nous formons tellement bien nos jeunes qu'ils sont employables n'importe où.” En complément d'analyse, c'est le vice-président de l'Anefa, Dominique Bouchérel, qui évoque une



Dominique Boucherel, vice-président de l'Anefa, Laurent Paillat président, et Nicolas Savary, directeur.

“ Le grand sujet, c'est l'attractivité des métiers ”

situation de plein emploi favorable à la concurrence. Et d'expliquer : *“La polyvalence de nos métiers ouvre d'autant plus de portes que les professionnels de l'agriculture sont reconnus indépendants, volontaires, capables d'initiative, motivés et adaptables.”*

Au-delà, tous deux reconnaissent que les contraintes de la profession ne sont pas étrangères à cet exode. Les Gaec¹, les codirections d'exploitation et les services de remplacement seraient donc autant de solutions à développer pour améliorer la capacité du secteur à offrir la “vie sociale de Monsieur Tout-le-monde” aux travailleurs du secteur. Dominique Boucherel insiste, avec près de 400 000 exploitants et des effectifs qui montent à un million avec les emplois saisonniers, le devenir de l'agriculture française dépend de sa capacité à maintenir et développer un salariat agricole.

Une problématique RH sur le terrain

Reste que pour d'autres acteurs, le malaise est profond. Commanditaire d'une enquête qualitative de terrain sur les besoins des salariés agricoles au travail présentée le 27 février 2023 au Salon, l'Association des salariés agricoles de France² dresse un portrait mitigé de la profession. Entre colère et tristesse, Jérôme Fouch, membre de l'association, navigue entre le souci de dire toute la passion qui anime le secteur et la souffrance au travail rencontrée par certains salariés. Et d'appeler à une transformation culturelle qui passe par davantage de respect, du droit du travail mais aussi et peut-être avant tout *“de l'humain”*.

À écouter le président Éric Passetemps, c'est une forme de fracture entre employeurs et salariés, héritée de l'ancien modèle des commis de ferme, qui est en cause. Multifactoriel, le malaise pourrait être en partie traité par une prise en compte accrue des problématiques RH en formation. En matière de formation générale, l'enquête donne 61,9 % de



1. Groupement agricole d'exploitation en commun.
2. www.facebook.com/Asso-salaries-agricoles-France

répondants qui déclarent avoir été formés en interne, “sur le tas” et sans aucune forme de certification qui permettrait une reconnaissance salariale, regrette Éric Passetemps.

Faciliter l'accès à la formation suppose d'innover

Pour Nicolas Savary, directeur de l'Anefa, c'est le modèle 100 % présentiel qui est dépassé. Aussi faut-il selon lui continuer à développer les formations mixtes qui permettent de mieux gérer les contraintes de temps. Il faudrait aussi valoriser davantage les diplômes de branche qui permettent une opérationnalité rapide. Il le souligne, les CQP sont pour lui utiles au maintien et au développement de l'employabilité des actifs agricoles mais aussi des actifs en reconversion.

Faciliter l'accès à l'emploi agricole suppose également d'innover, par exemple en imaginant de nouvelles trajectoires professionnelles et des aires de mobilité pour accompagner les évolutions. Il faudrait aussi, estime Laurent Paillat, *“simplifier la VAE, avec des capsules de formation qui pourraient être validées à distance.”*

En amont, côté formation initiale, c'est d'abord la volonté d'accélérer la transformation des référentiels de formation qui mobilise l'Anefa. *“Grâce au Covid, sourit son président, nous avons gagné en efficience”* : exit les commissions professionnelles consultatives présentielle, place au travail sur dossier à distance qui a permis de diviser par deux la procédure de révision et d'ainsi améliorer la course contre l'obsolescence des compétences. En initial ou continu, la formation apparaît bien comme un levier essentiel de l'attractivité du secteur. À noter que le taux de rupture des contrats d'apprentissage en agriculture s'élèverait à 10 %. *“Encore trop”*, pour Nicolas Savary, mais déjà trois fois inférieur à la moyenne nationale. ●